

## Ce que *Carnets de bord* m'a appris

Je me propose dans ces quelques notes de revenir brièvement sur mon lien à *Carnets de bord* (désormais *CdB*) durant ces dix dernières années, d'abord en tant que simple contributeur, puis en tant que membre du comité de rédaction. Je n'aurais jamais songé à écrire ces quelques lignes si des circonstances très particulières ne m'y avaient conduit : l'arrêt de la revue. Ce texte n'a d'autre ambition que d'apporter le témoignage non de tout ce que j'y ai fait mais de tout ce que la revue m'a appris ; il ne présente aucun « résultat », ne porte aucun des signes de la scientificité (notes de bas de page, références bibliographiques, etc.) mais tente de faire comprendre dans quelle mesure ce que je suis aujourd'hui est, pour une part, la « résultante » de mon lien avec cette revue. Dans son dernier ouvrage sur Bourdieu, Michel Cornaton me reproche (amicalement) de ne pas me dévoiler suffisamment dans mon travail. J'espère avec cet article lui montrer que son conseil n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

C'est Nathalie Heinrich qui, en 2000, m'a fait connaître *CdB*. Elle m'avait fait parvenir un appel à contribution qui invitait à faire retour sur l'expérience de l'écriture de la thèse. Ça tombait bien ! J'avais soutenu l'année précédente ma thèse de Doctorat et je n'avais pour ainsi dire rien publié, si ce n'est un papier qu'on m'avait demandé suite à la soutenance de ma thèse. Je n'avais rien fait paraître pour au moins deux raisons : je ne savais pas que je devais le faire, et je ne savais pas que je le pouvais. Je me voyais alors comme un « étudiant » mais pas du tout comme un « auteur » capable de produire autre-chose que des travaux académiques débouchant sur des diplômes. Aussi m'étais-je totalement concentré sur la rédaction de ma thèse. Si je n'avais jamais pensé à publier quoi que ce soit, c'était non seulement parce que toute ma force était absorbée par l'élaboration de ma thèse, mais aussi parce que je n'avais pas imaginé un seul instant que mon travail pouvait faire l'objet d'une publication. Aussi n'ai-je pas eu à refuser ce à quoi je n'avais de toute façon pas pensé. Cela paraîtra peut-être extravagant aux doctorants d'aujourd'hui car j'ai le sentiment que même les moins informés d'entre eux savent que la règle du *publish or perish* s'applique désormais sans limite dans le monde académique. Lors du séminaire *CdB* organisé en décembre 2010, dont certains échanges sont publiés dans le présent numéro, j'ai été stupéfait de constater à quel point les doctorants que j'ai été amené à entendre avaient une haute conscience des exigences en matière de publication. Voici dix ans, les pressions dans ce domaine étaient bien moindres et je ne crois pas que le diagnostic que je fais aujourd'hui soit seulement imputable à la très mauvaise vision que j'avais alors des réquisits de la vie académique : d'« impact factor », de « ranking », je n'avais jamais entendu parler. Tout cela était renforcé par le fait que, venant du monde des études littéraires qui portait au pinacle les valeurs de l'Art pour l'Art, je méprisais souverainement tout utilitarisme dans les choses de la vie de l'esprit.

En 2001, je me suis donc mis au travail afin de rendre compte de mon expérience de thésard, avec ses incertitudes, ses errances, ses interrogations, ses joies aussi. J'essayais d'évoquer cette expérience sans lyrisme ni cinéma en collant du mieux que je pouvais à la série des événements. J'envoyai mon papier. Il fut pris. J'étais à la fois étonné et ravi. L'article cadrerait bien avec la problématique du « dossier » consacré aux parcours de thèse. Quelques semaines plus tard, je reçus la revue, vis mon article imprimé, et ne pus m'empêcher d'éprouver, toutes proportions gardées, la sensation que le narrateur de Proust évoque lorsque celui-ci voit apparaître son nom imprimé pour la première fois dans *Le Figaro*. J'étais d'autant plus content que cette publication était déontologiquement « pure » : je ne connaissais pas ceux qui fabriquaient la revue, pas plus qu'ils ne me connaissaient.

Quelque temps après, je fus invité à participer au comité de rédaction de la revue. Je n'ai jamais bien compris pourquoi on fit au parfait inconnu que j'étais une telle

proposition – je croyais même, à l’époque, qu’elle m’avait été faite par erreur! – mais je saisis la balle au bond et acceptai avec plaisir. L’expérience était d’autant plus intéressante pour moi que je ne faisais pas partie du monde des sciences sociales à proprement parler. J’avais fait, certes, une thèse de sociologie de la littérature, mais c’était en autodidacte, au sein d’un département de littérature, avec un directeur de thèse, Alain Viala, perçu par tous, en dépit du fait qu’il avait publié un ouvrage ayant fait date dans la collection de Pierre Bourdieu aux Éditions de Minuit, comme un « littéraire ». Bref, je venais d’un autre monde et la proposition de *CdB* tombait vraiment à pic pour le marginal que j’étais. Elle contribuait à m’affilier au monde des sciences sociales. Pour autant, j’occupais une position très particulière : j’étais français, la revue était suisse. Certes, au début des années 2000, Internet était déjà là et rendait facile la communication à distance mais il était clair que je ne pourrais pas assister aux réunions du comité de rédaction. C’était dommage d’autant que l’équipe du comité était fort sympathique, ce dont je pris conscience quelque temps après lors d’un week-end qui avait été organisé en Valais par la revue et qui me permit de faire la connaissance de tout le monde autour d’une inoubliable fondue aux bolets.

L’équipe était aussi amicale qu’intransigeante, ce dont je me rendis compte peu à peu. Elle était très scrupuleuse, répondait de façon très détaillée aux auteurs, argumentait longuement ses refus, chose très originale dans le monde des sciences sociales où les auteurs – moi compris – se heurtent généralement à des murs lorsqu’ils veulent savoir pourquoi on leur a refusé un papier. J’aimais ce climat d’intégrité intellectuelle, lequel oblige à prendre certains risques : risque de refuser des papiers proposés par des membres du comité, risque d’accepter des recensions critiquant sévèrement des travaux de ces mêmes membres. Comme ces deux événements sont arrivés, je n’ai pas vécu comme un acte de haute corruption le fait que mes livres y aient été favorablement accueillis même si je dois reconnaître que nous aurions dû spécifier de manière plus visible mon appartenance au comité de rédaction. Je me sentais à l’aise dans cette équipe où les membres occupaient tous des positions institutionnelles marginales ou subalternes, quand ils en occupaient.

Il y avait là une évidente affinité structurale. Je pris très à cœur le fait d’être membre du comité de rédaction, et ceci sur tous les plans. Au niveau logistique, j’essayais de diffuser du mieux que je pouvais la revue en France, aussi bien dans les bibliothèques que dans les librairies. Ce ne fut pas chose facile et nombreux furent les libraires parisiens à lever les yeux au ciel lorsque je leur proposais, avec Cristina Ferreira, de mettre en dépôt notre revue dans leur établissement. Une revue, suisse par-dessus le marché, c’est compliqué à gérer et ça ne rapporte pas un sou. Je fis par ailleurs chauffer la boîte e-mail pour convaincre les bibliothèques de s’abonner, je pris même

rendez-vous à la Bibliothèque nationale de France afin de vanter les mérites de la publication – avec succès : la vénérable maison s’abonna!

Au niveau intellectuel, l’expérience fut très riche pour moi. C’était une occasion supplémentaire de rester au contact de la recherche qui se fait, tout particulièrement celle effectuée par les « jeunes », même si je pense maintenant que nous avons bien fait, en 2005, de barrer d’un trait cet adjectif qui était accolé au sous-titre de la revue (« revue de *jeunes* chercheurs en sciences sociales ») et qui devenait de moins en moins pertinent à mesure que nous prenions de l’âge. La qualité ne rime pas nécessairement avec la jeunesse biologique et lorsque tout récemment j’ai rendu compte des remarquables derniers livres du vétéran des sciences humaines mondiales, Jack Goody (né en 1919), je me suis dit qu’on n’avait pas que l’âge de ses artères.

Durant les premières années de l’existence de la revue, tous les membres devaient expertiser la totalité des articles et rédiger un compte rendu qui était compilé avec tous les commentaires des autres membres. Je touchais fréquemment du doigt les limites de ma compétence, ce que je ne cherchais pas à cacher. Il m’est arrivé d’apprécier très favorablement un article que tout le monde jugeait mauvais, si bien que, en prenant connaissance des réactions des autres membres, j’eus parfois la sensation d’avoir opiné comme on boit le rince-doigt.

L’expertise d’un article en sciences sociales n’est pas chose toujours facile car il est clair que personne n’est d’accord pour statuer sur ce qu’est un « bon article ». Le monde des sciences sociales est traversé par des controverses extrêmement fortes au point que les chercheurs ne sont même pas d’accord sur des principes *de base*. Un seul exemple : la posture critique. Pour les uns, elle est inhérente au métier de sociologue. Pas de sociologie sans critique. Pour les autres, elle est ce qu’il faut à tout prix éviter et constitue un obstacle à la réalisation de la sociologie souhaitable. Or selon qu’on adopte l’une ou l’autre option, les manières qu’on a d’énoncer et de travailler sont complètement différentes. Chaque « style de pensée », pour reprendre la notion de Ludvik Fleck, possède ses façons de définir ses protocoles d’enquête, ses procédures de validation, décide d’une manière spécifique ce que veulent dire des termes comme « vrai ». L’extrême fragmentation des sciences sociales fait qu’il est impossible de construire un consensus sur ce qu’est un article de qualité. À titre personnel, je lis très souvent des papiers que je juge dénués de toute valeur intellectuelle alors que je sais bien qu’ils satisfont à tous les critères de qualité dans le courant où ils s’inscrivent. Ayant travaillé sur l’évaluation littéraire, j’étais sensibilisé comme personne à la question du pluralisme. Si en avoir conscience ne résout pas tous les problèmes, cela permet de guider l’action lorsqu’il s’agit de savoir comment se comporter lorsqu’on est en prise avec des articles qui s’inscrivent clairement dans le paradigme opposé au sien.

Il m'est arrivé une seule fois en dix ans de m'opposer fermement à la publication d'un article. C'était à l'occasion du numéro qu'André Ducret et moi-même avons coordonné en 2005 sur la réception des biens culturels. Ce travail me paraissait posséder tous les défauts de la posture critique (style suffisant, ton ironique, mépris de l'objet) et illustrait en outre exemplairement cet effet pervers du *publish/perish* par lequel certains auteurs sont conduits à tirer de leurs thèses d'innombrables articles presque indiscernables, comme on ferait cent tartines avec une seule cuillerée de confiture. Malheureusement, cette multiplication des pains donne rarement une pêche miraculeuse...

Le reste du temps, j'ai été amené à adopter une critique téléologique, à savoir que j'ai toujours essayé d'évaluer un article en fonction non pas de mes seuls critères de qualité, mais en fonction des critères de qualité que le genre d'article qui m'était soumis paraissait requérir. Autrement dit : l'article atteint-il ou non le but qu'il s'est lui-même fixé ? Ainsi, j'ai pu apprécier positivement des articles qui ne correspondaient pas du tout à mes critères de qualité mais qui, dans leur genre propre, me paraissaient être valables. Pour le dire une nouvelle fois en termes proustiens, je me suis efforcé d'aimer des articles qui n'étaient pas mon genre... En tant qu'enseignant, j'ai suivi la même ligne pluraliste : j'ai toujours dit clairement comment je voyais les choses tout en présentant du mieux que je pouvais les thèses adverses, laissant aux étudiants la possibilité de se faire eux-mêmes leur idée sur la question, m'interdisant de choisir pour eux, m'interdisant d'absolutiser des thèses que je savais pertinemment être objet de très vives controverses intellectuelles.

Tels étaient mes principes d'évaluation et, pendant dix ans, j'ai toujours essayé de m'y tenir. Un membre d'un comité de rédaction doit toujours avoir à l'esprit qu'un refus est ambivalent : il est un geste scientifique indispensable et peut constituer dans le même temps un acte de censure : les scrupules sont donc particulièrement requis et j'ai toujours tourné deux fois ma langue dans ma bouche avant de me prononcer sur un papier.

Après la phase d'acceptation des articles, les auteurs étaient souvent invités à reprendre telle ou telle partie du papier. Là encore, j'ai essayé de faire du mieux que je pouvais pour contribuer à « améliorer » les articles et j'espère que les auteurs avec lesquels j'ai travaillé en ont gardé un bon souvenir – voilà bien le genre de chose qu'il est très difficile de savoir. La question de la réécriture est loin d'être simple. J'ai moi-même, en tant qu'auteur d'articles, été confronté à des *rewritings* sauvages faits par des gens incompetents qui se sont fait un malin plaisir à ajouter des fautes et des erreurs là où il n'y en avait pas et à les publier sans me demander mon avis. L'intervention de certains éditeurs paraît parfois si intempestive qu'on ne peut l'expliquer autrement qu'en faisant référence à l'impérieuse nécessité qu'ils manifestent ainsi de se sentir exister. Cela est extrêmement désagréable et

transforme la publication en une expérience éprouvante où l'on vous fait dire des choses que vous ne pensez pas et sans qu'il soit possible de revenir en arrière : un texte imprimé ne peut pas s'effacer. J'ai toujours veillé, pour ce qui me concerne, à laisser le *final cut*, comme on dit au cinéma, à l'auteur. C'est lui qui doit rester le seul maître à bord de son article. Je crois pourtant en la vertu du dialogue entre un auteur et un éditeur. Ce dialogue est positif quand il permet à l'auteur d'envisager tel ou tel élément sous un jour nouveau ou de formuler plus clairement une phrase obscure ou bancale. Un auteur peut tirer profit du recul que lui offre un éditeur, non pas parce que celui-ci serait spécialement plus fûté, mais tout simplement parce qu'il est *quelqu'un d'autre*. Faire des erreurs en sciences sociales est notre lot commun, d'où notre besoin d'*alter*.

Ce dialogue est négatif, en revanche, s'il bascule avec brutalité dans le rapport de force pur et simple. La relation éditoriale est asymétrique, l'auteur n'y est pas en position de force. D'où la nécessité d'avoir en tête que dans les univers scientifiques, toutes les relations sont réversibles : l'auteur d'aujourd'hui pourrait être l'éditeur de demain et inversement. Pour ce qui me concerne, j'ai toujours tâché de ne pas faire subir aux auteurs ce que moi-même je n'aurais pas apprécié qu'on me fasse : censure, caprices formels, suggestions arbitraires. Il est sain que cette réversibilité pèse comme une épée de Damoclès sur la tête de l'évaluateur. C'est la raison pour laquelle je ne suis guère favorable à l'évaluation anonyme qui, si elle présente toutes les garanties apparentes de scientificité, déresponsabilise l'évaluateur. Il n'est un secret pour personne que certains évaluateurs ne se privent pas de se comporter comme des censeurs et refusent la plupart des articles qui relèvent de leur spécialité s'assurant ainsi un monopole d'énonciation dans leur domaine. Leurs refus ne font que leur rapporter sans rien leur coûter. C'est là un grave effet pervers de l'évaluation anonyme.

Je crois pouvoir dire qu'il n'a jamais été question de tout cela à *CdB*. La probité et le souci de bien faire ont été présents dans l'équipe à un point qu'il est difficile d'imaginer : les efforts de réflexivité déployés et les remises en question incessantes traduisaient le refus de se contenter de faire juste une revue « de plus ». Ces scrupules étaient justifiés : le monde des sciences sociales croule sous les publications d'articles et chacun est confronté à un « bruit » considérable, comme le remarquait justement Nathalie Heinich dans un entretien qu'elle avait accordé à *CdB* en 2005. Cela est vrai pour les revues mais aussi pour les ouvrages collectifs dont certains ne semblent devoir leur existence qu'au désir de leurs « directeurs » d'être auteurs de livres sans avoir rien à écrire. Bruno Latour rappelait quant à lui que la plupart des articles scientifiques n'étaient tout simplement pas consultés. Dans un contexte où bon nombre de papiers ne seront finalement « lus » que par les CV de leur auteur, il faut avoir le cœur bien accroché pour consacrer autant de temps à des textes qui risquent de ne rencontrer que

fort peu de lecteurs. Mais notre courage était renforcé par le fait que nous avions l'impression de faire un travail qu'aucune autre revue ne faisait et de publier des papiers qui n'auraient parfois pas pu trouver leur place ailleurs.

Bien sûr, tout n'était pas parfait à *CdB*. Il est arrivé à la revue de se prendre les pieds dans le tapis de *double binds* liés à la nature même du projet éditorial de se consacrer à la recherche en train de se faire. Nous voulions des articles à la fois parfaits *et* imparfaits, finis *et* pas finis, ce qui pouvait parfois nous rendre tous un peu fous. En bons cisterciens, nous avons toujours refusé de nous soumettre à la loi du ranking et n'avons pas souhaité intégrer des plateformes électroniques. Aussi n'avons-nous pas accédé à la notoriété que nous aurions pu souhaiter. Le boomerang de l'évaluation nous est rapidement revenu en pleine tête. C'est nous, désormais, qui étions évalués comme peu aptes à donner de la valeur aux papiers publiés, d'où la lassitude du comité de voir *CdB* devenir peu à peu le Salon des refusés. Nous héritions des papiers dont personne ne voulait. D'où la chute progressive de leur qualité, entraînant à son tour la lassitude du comité. Le cercle vicieux était enclenché. Pour autant, je ne regrette pas d'avoir participé à cette aventure qui était à la fois intellectuelle et humaine. Il est clair dans mon esprit qu'elle m'a plus apporté que l'inverse et je saisis l'occasion qui m'est donnée pour déclarer ma dette et dire ma gratitude à ceux qui m'ont accueilli parmi eux durant toutes ces années. *CdB* m'a fait connaître le travail

collectif, ce qui n'est pas peu de chose pour le travailleur plutôt solitaire que j'ai toujours été, m'a fait comprendre les tenants et les aboutissants de l'élaboration d'une revue, m'a fait réfléchir sur le problème de l'expertise, m'a appris à mieux évaluer mes limites – on est si vite incompétent –, m'a fait lire des textes que je n'aurais peut-être jamais parcourus si je n'avais été en situation de les «évaluer». Et si j'ai aimé ce travail d'éditeur, c'est aussi parce que j'ai toujours attaché un très haut prix à l'interdisciplinarité comme à la pluralité des objets et des terrains. Boltanski constatait récemment les dommages que pouvait causer l'hyperspécialisation. Il regrettait qu'on pût n'être que sociologue des kinésithérapeutes (son exemple était extrême). Je crois qu'être éditeur à *CdB* fut une ouverture irremplaçable à l'interdisciplinarité, ce qui n'est pas une mince affaire dans un monde académique qui fait tout pour la décourager et la disqualifier au nom d'une conception aussi étriquée que technocratique de la science.

Je pense qu'il n'y a pas lieu de s'étendre davantage et je ne voudrais pas que mes propos soient ceux d'un ancien combattant. Tournons-nous désormais vers l'avenir : l'équipe de *CdB* n'a pas dit son dernier mot et je crois ne pas trop m'avancer en affirmant qu'on n'a pas fini d'entendre parler...

Pierre Verdrager  
Verdrager@gmail.com